

L'Étincelle



Pour la construction d'un parti des travailleurs communiste et révolutionnaire

PSA Poissy

Lundi 11 janvier 2021

Républicains et Démocrates : adversaires mais pas ennemis !

Le choc des images de la semaine dernière montrant le Capitole à Washington – équivalent de notre Chambre des députés – assailli et occupé par des milliers de manifestants organisés et équipés pour y faire du grabuge, n'a pas fini de faire réfléchir. Dans le beau monde politique, toutes tendances confondues et jusqu'à Marine Le Pen, on s'est indigné de la violence et des règles démocratiques bafouées. Certains ont même crié à l'infamie ! Pourtant, que les classes populaires fassent à l'occasion irruption dans des lieux de pouvoir qui décident de leur vie n'est pas en soi scandaleux ! Ce qui inquiète en revanche, c'est que ces envahisseurs appartiennent pour l'essentiel à des groupes d'extrême droite racistes blancs, machos, porteurs d'idées sociales obscurantistes, pour tout dire « fachos ». Certains portaient des T-shirts nazis. Ils avaient été chauffés à blanc et appelés à marcher sur le Capitole par un Trump jusqu'au-boutiste, persistant à contester les résultats de l'élection présidentielle.

Un signal d'alarme...

Ces scènes de Washington ont renforcé chez bien des travailleurs, ici, l'image d'un président « dingue » à la tête d'un pays où tout serait « dingue ». Jugement hâtif ! Depuis son élection en 2016, Trump qui a derrière lui une carrière d'affairiste véreux, s'est attaché par des proclamations nationalistes et protectionnistes, une base électorale en partie populaire qui voit en lui une force antisystème. Là est le problème, car il est au contraire l'image même du système capitaliste ! Son calcul politique, après avoir nié sa défaite (mais engrangé quand même 75 millions de voix), est probablement de ne pas passer le reste de sa vie à faire du golf en Floride et de s'appuyer sur ce milieu militant d'extrême droite pour un *come-back* ultérieur. Quitte à ne pas s'embarrasser des règles de la démocratie bourgeoise. De Gaulle non plus ne s'en était pas embarrassé quand il est venu au pouvoir en 1958 en s'appuyant sur un putsch militaire à Alger. Trump et ses sbires n'ont pas voulu prendre le pouvoir, mais faire néanmoins un coup de force, et s'afficher ainsi comme candidats pour un futur pouvoir, pourquoi pas fascisant. Forts de l'appui populaire qu'ils croient avoir.

Complicités politiques au service de l'ordre social

Du côté des élites politiques, c'est la dénonciation générale du coup de force. La moitié des élus républicains se détournerait de Trump... mais pas l'autre moitié ! À noter qu'aucune des forces de police

pourtant présentes au Capitole (police du bâtiment, de la ville, fédérale et autres) n'a fait barrage. Sur des images, on voit même des policiers enlever les barrières pour faciliter le passage des manifestants – ce qu'ils n'auraient évidemment pas fait s'il s'était agi de manifestants du mouvement Black Lives Matter. C'est à l'image des complicités politiques, car, par-delà leurs affrontements, démocrates et républicains américains contribuent à maintenir un ordre social inégalitaire dans lequel les Blancs dominent les Noirs, les hommes les femmes, et où, surtout, les milliardaires et Wall Street récoltent les gains de ces divisions en exploitant les travailleurs à outrance, quels que soient les sexes et les couleurs de peau.

Les nôtres sont des millions...

Biden, pas plus que Trump, ne défendra les travailleurs, même s'il désigne comme ministre du Travail un ex-syndicaliste ! Les illusions populaires envers ce politicien tout dévoué durant sa longue carrière aux intérêts capitalistes ne sont pas grandes. Dans un pays où la situation sociale est très fortement dégradée par les conséquences d'une pandémie qui a fait 370 000 morts, l'extrême droite n'est pas la seule – fort heureusement – à pouvoir peser. Aux États-Unis, l'année a été marquée par des mobilisations. S'ils étaient 10 000 à 20 000 à monter au Capitole mercredi dernier, ils étaient au total 25 millions à se mobiliser contre le racisme et les violences policières il y a encore quelques mois, c'est-à-dire à condamner à leur façon un ordre social inégalitaire intolérable. L'avenir reste à ces millions-là !

Prolétaires de tous les pays, unissons-nous !

PSA vient de fusionner avec Fiat-Chrysler pour devenir le 4^e producteur mondial de voitures, les actionnaires espèrent des superprofits. Pour les travailleurs, ça sent la restructuration : chasse aux doublons, suppressions d'emplois et fermetures de site. Le PDG Carlos Tavares veut faire 5 milliards d'économie... Depuis 2014, il a déjà fermé plusieurs usines, et supprimé 40 000 emplois.

Mais répartis sur plus de 160 sites dans le monde dont plus de 40 usines d'assemblage, les 400 000 salariés de PSA-Fiat-Chrysler représentent une force collective considérable, une force qui peut gagner contre les attaques à venir de leurs patrons.

Touche pas à mes congés

La direction veut fortement limiter le nombre de salariés qui veulent prendre une 4^e semaine accolée cet été. Qu'on puisse partir en voyage ou non, beaucoup d'entre nous ont besoin de souffler 4 semaines, et on n'a pas forcément envie de revenir en plein milieu du mois d'août, le 16 (après les galères de transport du week-end du 15 août !).

Ce sont nos vacances, c'est à nous de les poser quand on en a besoin, pas à la direction.

Monologue d'un auto-satisfait

Le 17 décembre, le directeur de Poissy a réuni les syndicats pour expliquer l'avenir du site en 2021 : blabla d'astrologie sur les volumes de production, la qualité, les ventes, l'organisation des équipes... Par contre rien sur ce qui nous intéresse : les salaires et l'emploi. En revanche propos méprisants : selon lui les salariés déçus du B1 n'ont rien compris et devraient le remercier car il leur a trouvé du travail...

On n'est pas des robots

Aux Bacs Batterie Peinture, il y a une avalanche d'heures sup : 4 fois par semaine pour l'équipe C, les vendredis après-midi, tous les samedis pour la 12 et la 22. Dans la zone des manipulateurs des Bacs le travail se complique aussi avec une accélération de la chaîne et l'installation de barrières de détection...

Si la direction veut plus de production, elle n'a qu'à embaucher et s'assurer que le matériel et les installations fonctionnent. Nous on n'a pas 4 bras.

Restons vigilants

Depuis le 1^{er} janvier, PSA Poissy a changé de sous-traitant pour le nettoyage des sanitaires. La loi impose au nouveau sous-traitant GSF de reprendre les salariés de l'ancien (Derichebourg) avec maintien du salaire. La direction de GSF a voulu passer en force et changer les horaires des salariés : ils ne se sont pas laissés faire et se sont réunis pour demander collectivement le maintien de leurs horaires. Surprise et inquiète, la direction a dû céder. Ce n'est pas fini,

les salariés ont bien l'intention de conserver leurs acquis et d'en obtenir de nouveaux.

Stop à l'arnaque !

À PSA Sochaux, mardi dernier, 24 salariés du Ferrage ont débrayé spontanément pendant 1 heure contre le sous-effectif, le renvoi des intérimaires et les H+ à répétition (depuis le 1^{er} janvier elles sont non payées et remplissent des compteurs).

Ici aussi à Poissy il manque du personnel et la direction menace de réactiver le non-paiement des H+. La colère de ceux de Sochaux est un exemple à suivre.

La direction, entre le minimum et le silence

À PSA Carrières-sous-Poissy, fin décembre, un ouvrier de 54 ans des bancs d'essais moteurs est mort des suites du Covid après un mois de coma. Sur ce site, en novembre, il y avait eu un cluster : plusieurs salariés de son secteur avaient été contaminés en même temps. Le danger existe à l'intérieur des sites PSA, contrairement à ce que veut nous faire croire la direction. Mais elle informe toujours aussi peu sur les cas positifs, prétend qu'il n'y a pas de cas contacts, refuse de faire faire des tests au volontariat et anonyme sur le site (comme ça c'est fait à Sevelnord).

Des milliers d'emplois menacés dans les fonderies

Début décembre, les 300 salariés des Fonderies du Poitou avaient appris la fermeture de leur site. Selon une étude commandée par le gouvernement, « 40 % des emplois de la fonderie automobile devraient disparaître d'ici à dix ans », soit plus de 5 000 emplois sur les 13 500 de la filière en France.

Nous sommes tous des licenciés potentiels

Michelin annonce la suppression d'ici 3 ans de 2 300 emplois en France, soit plus de 10 % de ses effectifs.

À la raffinerie de Grandpuits (77) les salariés de Total sont en grève reconductible depuis lundi, ils se battent contre la mise à l'arrêt du site.

Partout les menaces se multiplient.

Les salariés de TUI, le groupe n°1 du tourisme mondial qui veut supprimer 600 emplois sur les 900 qui existent en France, organisent une manifestation nationale contre les licenciements et les suppressions d'emplois. Leur appel à tous les salariés du pays, des entreprises menacées ou pas encore, syndiqués ou non, explique : « *Séparément nous n'y arriverons pas, mais tous unis derrière un seul but nous pouvons inverser le rapport de force et faire cesser cette hécatombe* ». Près d'une quarantaine d'organisations syndicales et politiques ont rejoint la démarche.

Rejoignons leur manifestation à 14h à Paris, le samedi 23 janvier prochain.